

## RÉSUMÉ

---

Étant donné que les États membres conservent la responsabilité principale de leurs universités, le rôle officiel joué par l'UE en matière d'enseignement supérieur est limité. Nous pensons qu'elle a tout de même apporté une valeur ajoutée dans ce domaine, de diverses manières et en particulier à travers le programme de mobilité des étudiants Erasmus, lequel entre désormais dans sa 25<sup>ème</sup> année. Toutefois, la Commission est d'avis que le potentiel de contribution des universités européennes à la prospérité future de l'Europe, en termes économique et social, demeure sous-exploité. Sa Communication sur la modernisation de l'enseignement supérieur en Europe énonce comment elle compte contribuer à la réalisation de cet objectif à travers une série d'initiatives, dont un grand nombre vient s'inscrire dans le cadre de ses propositions de financement pour la recherche, l'innovation et l'éducation, pour la période 2014 à 2020, et pour lesquelles elle a proposé une augmentation de budget substantielle. Certaines de ces propositions sont bien accueillies mais étant donné le climat financier très difficile dans lequel évoluent actuellement les universités européennes et les États membres, il est important de rester réaliste quant aux objectifs qui peuvent être atteints.

Depuis 1999, les universités européennes ont connu des changements considérables qui sont intervenus en dehors du cadre de l'UE par suite du processus de Bologne, lequel a engendré un alignement plus étroit des systèmes d'enseignement supérieur à travers toute l'Europe. 47 pays européens participent au processus de Bologne, dont l'ensemble des 27 États membres. La Commission, qui est également membre à part entière, a joué un rôle essentiel dans son développement, en particulier concernant la mobilité, mais aussi à travers le parrainage et le développement d'instruments qui sont devenus des éléments importants du processus de Bologne. Bien que le Royaume-Uni se conforme déjà à de nombreux aspects du processus de Bologne, et que beaucoup de nos témoins voient en principe son rôle de façon positive, nous sommes d'avis que le Gouvernement ainsi que de nombreuses universités sont encore loin de réaliser et de profiter pleinement des avantages qui pourraient en découler.

Sous réserve qu'il soit procédé à des réductions dans d'autres domaines du budget de l'UE et que l'on fasse preuve de retenue globale, nous appuyons l'affectation d'une proportion plus importante de ressources à la recherche, l'innovation et l'éducation. Nous estimons que ce meilleur ciblage des ressources aura des retombées économiques positives à long terme

pour l'UE. La proposition de la Commission pour un nouvel instrument de classement des universités, U-Multirank, a suscité de vives réactions chez nos témoins. Bien que nous considérions que celui-ci permette de surmonter certains des inconvénients inhérents aux classements mondiaux actuels, nous pensons qu'à ce stade, il ne représente pas une priorité.

A notre avis, les avantages liés à la mobilité sont importants, tant d'un point de vue personnel qu'en termes d'employabilité accrue, mais ces avantages n'ont pas encore été démontrés. Toutefois, la culture monoglotte qui prévaut au Royaume-Uni a empêché ses étudiants de participer aux programmes de mobilité dans la même mesure que les autres États membres. Si l'on ajoute à cela des barrières financières, socioéconomiques et culturelles, il n'est pas possible de garantir une participation accrue à l'avenir. Par conséquent, nous demandons instamment au Gouvernement de venir à bout de cette culture d'absence de mobilité au Royaume-Uni en rendant obligatoire l'apprentissage des langues étrangères dans les écoles primaires et secondaires, en garantissant le maintien du régime d'exonération des frais de scolarité et en soutenant le développement du programme de garantie de prêts aux étudiants de masters, ces deux dernières mesures visant en particulier à aider les étudiants plus défavorisés. Les universités et la Commission peuvent aussi se mobiliser davantage pour accroître la participation en promouvant beaucoup plus largement les possibilités de mobilité et en rendant plus flexibles les placements Erasmus.

Le Royaume-Uni est depuis longtemps une destination attrayante pour les étudiants d'autres parties de l'Europe et du monde qui souhaitent approfondir leurs compétences en langue anglaise. Toutefois, la concurrence croissante des universités continentales, nombre d'entre elles offrant désormais des cours en anglais à des coûts parfois considérablement inférieurs à ceux demandés au Royaume-Uni, fait qu'il serait opportun que le Gouvernement surveille attentivement tous facteurs qui pourraient compromettre la position concurrentielle du secteur de l'enseignement supérieur, y compris les récentes réformes domestiques.

L'UE peut continuer à apporter une contribution positive à la modernisation de l'enseignement supérieur en Europe, mais elle doit être pragmatique et se concentrer sur des domaines où elle peut vraiment apporter une valeur ajoutée. En ce qui concerne le Gouvernement, il conviendrait qu'il place l'enseignement supérieur au cœur de sa stratégie de croissance, tant au niveau domestique qu'au niveau européen, en exploitant pleinement le potentiel de l'UE et du processus de Bologne.